

elle-même serait en péril. Or, les taux d'intérêt nominal et réel ont augmenté de 2 à 3 p. 100 depuis la présentation du budget. L'économie est donc en péril. Quelles mesures le ministre a-t-il à proposer, à part le tissu de sottises qu'il nous a servies, pour donner une certaine confiance aux Canadiens?

**L'hon. Roy MacLaren (ministre d'État aux Finances):** Monsieur le Président, l'économie n'est pas en péril. Le député d'en face dit n'importe quoi. Le fait est que nous avons observé, ces derniers mois, une hausse des taux d'intérêt aux États-Unis. Ce phénomène a eu un double effet: tout d'abord, la valeur du dollar américain a augmenté par rapport aux monnaies de tous les principaux pays industrialisés de l'Occident.

**M. Andre:** Pourquoi ne faites-vous pas comme eux en remettant les Canadiens au travail?

**M. MacLaren:** Deuxièmement, les taux d'intérêt au Canada et dans tous les autres pays industrialisés ont manifesté une tendance à la hausse à cause de ces pressions. Le Canada s'est joint aux autres pays industrialisés pour tâcher de trouver, en collaboration avec les États-Unis, une solution au problème des taux d'intérêt élevés chez nos voisins. Ce phénomène des taux élevés a naturellement fait tache d'huile au Canada. Je suis étonné que le député d'en face ne reconnaisse pas cette réalité économique bien élémentaire.

Je suis également étonné qu'il ne reconnaisse pas le fait que depuis quelques mois, depuis un an et demi en fait, la croissance économique s'est accélérée sensiblement au Canada. Je veux parler, par exemple, de . . .

**M. le Président:** A l'ordre. La présidence s'inquiète de voir la longueur des réponses. La parole est au député de Mississauga-Sud pour une dernière question supplémentaire.

**M. Blenkarn:** Monsieur le Président, il est clair que le gouvernement n'a aucune mesure à proposer. Le ministre ne fait que répéter les mêmes vieilles contradictions peu susceptibles de nous redonner confiance. Il n'est ici que pour nous demander d'excuser le ministre des Finances qui parcourt le pays à la recherche d'un nouvel emploi.

**M. le Président:** En toute déférence pour le député, je lui demanderai de poser sa question supplémentaire, sa deuxième en fait.

#### ON DEMANDE DES ÉLECTIONS

**M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud):** Monsieur le Président, je serai donc obligé d'adresser ma question supplémentaire au premier ministre suppléant. Étant donné que le ministre des Finances n'a rien à proposer aux Canadiens qui pourrait leur redonner confiance, que le ministre d'État aux Finances nous a servi des arguments usés jusqu'à la corde,

#### Questions orales

préparés par un quelconque bureaucrate, ne pourrait-il pas faire un tri parmi les députés de l'arrière-ban pour voir s'il n'y en aurait pas qui soit capable d'assumer le portefeuille des Finances et de donner aux Canadiens une lueur d'espoir en l'avenir? Sinon, pourrait-il rendre un signalé service aux Canadiens en déclenchant des élections?

**M. le Président:** A l'ordre. La présidence a certes des réserves sur le bien-fondé de cette question. La responsabilité du suppléant du ministre des Finances est limitée quand il s'agit de répondre aux questions qui lui sont posées.

**L'hon. Roy MacLaren (ministre d'État (finance)):** Monsieur le Président, nous avons l'habitude d'entendre le député d'en face nous prédire les pires calamités. Il ne peut rien dire de positif, qui puisse inciter les Canadiens à se montrer optimistes, attitude qui est absolument nécessaire lorsqu'on parle de perspectives économiques. La vérité, c'est que nous avons réussi à maintenir les taux d'intérêt à un niveau plus bas qu'aux États-Unis au cours des quelque 18 derniers mois, un tour de force remarquable économiquement parlant. Mieux, le taux préférentiel aujourd'hui est inférieur à celui qui existe aux États-Unis. C'est en partie le résultat des succès très réels que nous avons remportés notamment sur le chapitre des exportations. Le député d'en face oublie de dire que notre balance commerciale en avril avait progressé en notre faveur de 1.8 milliard de dollars.

**M. le Président:** Je suis persuadé que le ministre a répondu amplement à la question.

\* \* \*

#### QUESTIONS OUVRIÈRES

##### LE CHÔMAGE CHEZ LES JEUNES—ON DEMANDE DES MESURES DE CRÉATION D'EMPLOIS

**L'hon. John Wise (Elgin):** Monsieur le Président, en l'absence du ministre de l'Emploi et de l'Immigration, je poserai ma question au ministre d'État aux Finances. Elle a trait au taux de chômage et plus particulièrement à celui des jeunes.

Ce matin, le conseil de planification sociale du Grand Toronto a publié une étude révélant que le taux de chômage parmi les jeunes n'était pas de 18.5 p. 100 mais bien de 26.5 p. 100.

Il y a quelques jours, la corporation des diététiciens du Québec a signalé que de nombreux jeunes en chômage dans cette province étaient forcés de prendre des mesures désespérées simplement pour obtenir de quoi se nourrir. De toute évidence, les programmes gouvernementaux sont inefficaces. Le ministre présentera-t-il immédiatement des programmes sérieux pour résoudre ce très grave problème?